



La Russie reconnaît officiellement le Conseil national de Transition en Libye

Par [Clara Weiss](#)

Mondialisation.ca, 15 septembre 2011

[wsws.org](#) 15 septembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le 31 août, le gouvernement russe a reconnu le Conseil national de Transition des forces rebelles soutenues par l'OTAN comme seul gouvernement légitime en Libye.

En mars, la Russie s'était abstenue lors du vote de la résolution des Nations unies (ONU) qui a ouvert la voie à la guerre impérialiste en Libye pour se poser depuis fin mai en « médiateur » entre le régime Kadhafi et les rebelles. En reconnaissant le Conseil de Transition, elle signale à présent qu'elle ne restera pas sans rien faire tandis que les puissances de l'OTAN (l'Organisation du Traité Atlantique Nord) s'empareront du butin de guerre.

Le gouvernement russe a ainsi justifié sa reconnaissance du Conseil de transition : « Nous estimons que les contrats et les engagements bilatéraux précédemment conclus par la Fédération russe et la Libye, continueront de s'appliquer aux relations entre les deux pays et seront minutieusement remplis. »

Un jour plus tôt, Anwar Faturî, ministre des Transports et des Communications, avait publiquement déclaré que la validité des contrats avec la Russie serait réexaminée en prévenant que le refus du gouvernement russe de reconnaître le Conseil de Transition pourrait avoir un impact négatif sur l'aboutissement de ce réexamen.

Mikhail Margelov, représentant de la Russie en Afrique du Nord, a déclaré le 1er septembre à la chaîne de télévision russe RT : « Nous voulons poursuivre notre travail actuel en Libye. Notre politique de coopération économique avec le pays ne dépendra aucunement du régime politique particulier que le peuple libyen choisira pour son avenir. » Il a aussi affirmé que le concept arabo-russe d'amitié et de coopération n'était pas limité à l'ère des dictatures et des régimes totalitaires et était tout aussi important aujourd'hui qu'il y a 50 ans.

L'intervention militaire de l'OTAN en Libye visait finalement l'influence croissante de la Chine et de la Russie en Afrique du Nord. Cette opinion était aussi reflétée dans la presse russe. Un commentaire paru dans l'édition du 30 août du journal *Vzglyad* déclarait qu'il était « évident » que la guerre n'était pas menée dans l'intérêt d'idéaux démocratiques, « mais dans le désir de redistribuer les ressources énergétiques de la Libye en en privant les concurrents (mondiaux occidentaux), la Chine et la Russie. »

Après l'Algérie, la Libye était le principal partenaire commercial de la Russie en Afrique du

Nord. Les pertes subies en raison de l'embargo rien que par le seul fournisseur d'armes Rosobronexport s'élèvent à 4 milliards de dollars. Des contrats d'armes d'une valeur d'environ 2 milliards de dollars sont encore en suspens. En 2008, les chemins de fer russes ont signé un contrat pour la construction d'une ligne ferroviaire reliant Syrte à Benghazi - un projet totalisant 2,2 milliards de dollars supplémentaires.

En avril 2008, le géant énergétique russe Gazprom avait signé un contrat avec le groupe énergétique italien ENI, scellant ainsi l'entrée de la Russie dans la « cour des grands » avec une part de 33 pour cent. La valeur du projet qui implique l'approvisionnement de quelque 68 millions de tonnes de pétrole, s'élève à près de 2 milliards de dollars. Selon les chiffres de l'entreprise, le volume annuel de pétrole extrait pour Gazprom en Libye était de 6 millions de barils avant la guerre. Au cours de ces années, Gazprom a étendu ses activités en Algérie - quatrième plus grand fournisseur de gaz du monde - et au Nigeria, en investissant plusieurs milliards.

Dans le même temps, l'entreprise énergétique russe a conclu un accord prévoyant une coopération plus intensive avec la Compagnie pétrolière nationale libyenne. Par rapport à la Russie, ses rivales occidentales - particulièrement la France et l'Angleterre, étaient de plus en plus laissées à la traîne. Tout comme Shell, et l'entreprise d'Etat algérienne Sonatrach, Gazprom remportait de plus en plus d'appels d'offres pour le financement de projets tandis que les sociétés françaises, britanniques et japonaises étaient rejetées.

La présence grandissante de la Russie en Afrique du Nord était perçue avec une suspicion croissante par l'Union européenne (UE). Le magazine économique allemand *Handelsblatt* du 18 avril citait Igor Tomberg de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales pour avoir dit : « Alors que l'Europe dort, Gazprom décroche les contrats dans le monde entier en devenant un acteur mondial qui resserre son emprise sur l'Europe. Gazprom est en train d'encercler l'Europe géopolitiquement. »

A peu près à la même époque en 2008, la Russie et la Libye intensifiaient leur collaboration militaire. En commentant les discussions sur l'accès de la flotte russe au port méditerranéen de Benghazi, le journal russe *Kommersant* avait remarqué : « La présence militaire russe garantira que la Libye ne sera pas attaquée par les Etats-Unis. »

Au cours d'une réunion avec le président de l'époque, Vladimir Poutine, Kadhafi avait dit, « Le développement de notre partenariat bilatéral est une décision très positive par rapport à la situation internationale. Il contribue à restaurer l'équilibre géopolitique. »

Bien que la guerre ait visiblement constitué une attaque contre les intérêts russes en Afrique du Nord, la Russie s'est abstenue le 17 mars d'opposer son veto à la résolution de l'ONU, permettant ainsi le démarrage de la guerre. C'est la question de l'attitude appropriée à la guerre qui a déclenché d'âpres conflits au sein de l'élite dirigeante du pays. Alors que le premier ministre Poutine plaidait en faveur d'un vote contre la résolution, le président Dmitri Medvedev préconisait une abstention en attaquant vivement la déclaration de Poutine que la guerre contre Kadhafi ressemblait à une « croisade. » Ce désaccord public affiché dans le tandem a fait grand bruit et a été évalué par de nombreux commentateurs comme le signe d'une crise gouvernementale grandissante.

La position de la Russie est restée extrêmement ambivalente durant les mois suivants. Fin mai, lors du sommet du G8, la déclaration de Medvedev de jouer un rôle d'intermédiaire entre le régime Kadhafi et les rebelles visait à s'assurer que la Russie ne reste pas

complètement à l'écart du conflit.

Toutes les options devaient donc demeurer ouvertes. Mikhail Margelov a donc été envoyé en Libye en qualité de représentant de la Russie en Afrique du Nord. Il n'était pas certain que même avec l'aide des forces de l'OTAN les rebelles réussissent à renverser Kadhafi. Bien que le cap adopté par Medvedev ait recueilli un vaste soutien, la position de Poutine avait obtenu au début de la guerre l'appui de larges sections de l'élite dirigeante

Une autre raison qui explique pourquoi la Russie a refusé de soutenir la guerre a été l'indignation généralisée qu'elle a provoquée au sein de la population russe. Une étude réalisée le 24 mars a révélé que 78 pour cent des personnes interrogées étaient opposées à la guerre en Libye.

Le refus de la Russie de voter contre la résolution libyenne au Conseil de sécurité de l'ONU avait été lié à la crainte qu'un veto n'entraîne l'isolement politique du pays sur la scène internationale en provoquant un conflit avec les Etats-Unis et l'UE - une conséquence que le gouvernement russe pourrait difficilement se permettre pour un certain nombre de raisons.

Premièrement, l'économie russe est fortement tributaire des exportations énergétiques vers l'Ouest, notamment l'UE. Les tensions entre les Etats-Unis d'un côté et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale de l'autre, sont indéniablement en train d'augmenter. Toutefois, la Russie reste peu disposée à former une alliance avec la Chine, bien que les deux pays adoptent parfois face aux Etats-Unis les mêmes positions sur des questions économiques et politiques.

Deuxièmement, ces six derniers mois ont été marqués en Russie par une incertitude politique et sociale grandissante. La crise économique engendre une pauvreté pour de plus en plus de personnes et dont le résultat est une extrême polarisation de la société. Selon une enquête du site Internet joblist.ru, plus d'un cinquième de la population n'est financièrement pas en mesure de fournir des aliments sains à leur famille. Seule une famille sur dix peut se payer des vacances annuelles. Dans un sondage réalisé en juin, quelque 49 pour cent ont dit être prêts à participer à des protestations. Ce pourcentage n'était que de 38 le mois précédent.

Alors que les divergences entre Poutine et Medvedev sont de plus en plus souvent rendues publiques, on ne sait pas clairement qui se présentera l'année prochaine à l'élection présidentielle. Au sein des élites dirigeantes, des conflits existent à la fois quant à l'orientation de la politique étrangère et à comment le mieux perpétrer les attaques contre les droits sociaux de la population. Compte tenu de la polarisation sociale croissante en Russie, la classe dirigeante est profondément troublée par les événements survenus dans le monde arabe, craignant qu'un soulèvement social ne se propage rapidement aux pays voisins en Asie centrale et en Russie même.

La guerre en Libye, qui est elle-même l'expression d'une modification de l'équilibre international du pouvoir, exacerbera fortement les conflits inter-impérialistes, en accentuant davantage la polarisation des rapports entre l'Occident et les Etats BRIC (les pays en développement rapide, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine). Pour le moment, le plus grand souci de la Russie est la possibilité d'une intervention de l'OTAN en Syrie et en Iran. En ce qui concerne Moscou, les deux pays sont d'une importance économique et géopolitique encore plus grande que la Libye.

Pour ce qui est de la crise syrienne, le Kremlin a jusque-là agi en défenseur du régime d'Assad tandis que l'UE a imposé un embargo pétrolier à l'encontre de ce pays et que le président Obama a publiquement déclaré qu'Assad avait perdu sa légitimité en tant que dirigeant. Dans le cas d'une intervention occidentale en Syrie, la Russie a déjà annoncé son intention d'exercer son droit de veto à l'ONU.

Article original, [WSWS](#), paru le 8 septembre 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Clara Weiss](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [Clara Weiss](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca